

Bulletin d'information

L'Accès-Cible

Pour l'accessibilité universelle en matière d'habitation, de lieux publics et d'infrastructures en Montérégie
Printemps 2021

BUDGET 2021 : TRÈS PEU DE MESURES POUR ACCROÎTRE L'AUTONOMIE DES PERSONNES HANDICAPÉES



Également dans cette édition printanière :

- **MOT DU COORDONNATEUR** : L'accessibilité ne s'arrête pas sur le trottoir
- **DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU VIEUX-LONGUEUIL** : *Après cinq ans de cheminement* : les membres de DSVL adoptent leur plan d'action
- **PRÉCONSULTATION SUR LE NOUVEAU PLAN D'URBANISME DE LONGUEUIL** : Des échanges riches et constructifs entre la ville et sa communauté
- **PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES À ST-JEAN-SUR-RICHELIEU** : Des actions pour permettre l'accessibilité à tous
- **UN PROJET DE LONGUE HALEINE POUR LA CLIENTÈLE DI-TSA DU SUROÏT** : Défi-logis



Mot du coordonnateur

L'accessibilité ne s'arrête pas sur le trottoir



Certains croient que pour qu'un logement soit défini comme accessible, il suffit qu'on puisse y entrer et en sortir, que la salle de bain soit assez grande pour y circuler avec un fauteuil roulant, que les portes soient plus larges, les interrupteurs plus bas, etc. Pour nous, l'accessibilité a un sens plus large. Qu'en est-il d'un logement situé dans un quartier où il faut absolument un véhicule pour avoir accès aux commerces et services locaux ? Ou encore si les commerces situés à proximité ne nous permettent pas d'y entrer ? Pour AILIA, l'accessibilité ne s'arrête pas sur le trottoir. Elle dépasse le cadre du logement pour comprendre également l'environnement. La personne handicapée doit pouvoir circuler de façon sécuritaire dans son environnement. Elle doit être en mesure d'utiliser les commerces et services de proximité sans obstacles. Elle doit également être en mesure d'utiliser les infrastructures municipales et les services comme tout un chacun.

Quand on parle accessibilité, ça comprend aussi l'accessibilité financière. Les personnes handicapées, on le sait, sont plus souvent sans emploi et, pour plusieurs, les seules sources de revenus sont les prestations de l'état. Souvent, les logements accessibles offerts sur le marché locatif privé sont inabondables.

L'accessibilité passe donc par la construction de logements sociaux accessibles.

Pour certains, l'accessibilité signifie la présence de certains services spécifiques comme une présence continue ou la préparation de repas. Présentement, il existe des organismes offrant des logements à une clientèle nécessitant ce genre de soutien, mais ils doivent effectuer des levées de fonds régulièrement afin de financer ce type de services. L'état réalise des économies substantielles puisque sans ces organismes, ces locataires risqueraient de se retrouver en ressource de type familiale (RTF) ou en ressource intermédiaire (RI), (c'est-à-dire des ressources répondant moins aux besoins des locataires et beaucoup plus coûteuses).

AILIA intervient sur chacun de ces aspects afin d'améliorer l'accessibilité. Par exemple, nous intervenons auprès des décideurs afin qu'ils encouragent la construction de logements accessibles ou l'adaptation de domicile. Mais nous intervenons également auprès des autorités municipales afin qu'elles adhèrent au Programme des Petits Établissements accessibles (PÉA) de la SHQ et même qu'elles en améliorent les normes.

De par notre présence au conseil d'administration des Habitations communautaires de Longueuil (HCL), nous appuyons un organisme qui a soumis des demandes pour construire près de 1000 unités de logements sociaux à Longueuil.

Finalement, nous appuyons divers organismes offrant du logement pour personnes ayant une déficience intellectuelle afin qu'ils obtiennent le financement nécessaire pour fonctionner.

Bertrand Legault
Coordonnateur

Budget 2021

TRÈS PEU DE MESURES POUR ACCROÎTRE L'AUTONOMIE DES PERSONNES HANDICAPÉES

C'est avec d'immenses réserves que le milieu des personnes handicapées accueille le budget 2021 présenté par le ministre Éric Girard le 25 mars dernier. Bien que l'investissement de 750 millions sur cinq ans pour l'intensification des services de maintien à domicile constitue une avancée significative, l'absence d'investissement massif dans les programmes d'adaptation de domicile et Accès-Logis est fort décevant.

Maintien à domicile

Si la somme de 750 millions semble énorme, il faut comprendre que celle-ci est indifféremment destinée aux personnes âgées que pour les personnes handicapées. Dans ce contexte, on peut se questionner sur la part de cette somme qui contribuera à accroître les services de cette dernière clientèle.

Notons également que les personnes handicapées dépendent grandement de la mesure du Chèque Emploi-service pour obtenir des soins au quotidien mais que les conditions de travail des préposés sont les plus précaires dans le réseau de la santé et les usagers ont de plus en plus de difficultés à recruter du personnel.

Logement

Alors que cet hiver le gouvernement annonçait vouloir éviter l'institutionnalisation en CHSLD, il semble que les bottines ne suivent pas les babines quand on regarde le manque d'investissement en logement. À la lumière de l'annonce d'une somme supplémentaire de 20M\$ dans le Programme d'adaptation de domicile alors que quelques 70 000 personnes sont en attente de telles adaptations.

Il est également désolant de constater que seulement 500 nouvelles unités seront subventionnées par le programme Accès-Logis (seul programme qui garantit la

construction de logements facilement adaptables) surtout que l'organisme Ex-Aequo estime que 27 % des personnes ayant des limitations fonctionnelles vivent dans des logements inabordables. La flambée actuelle des prix des loyers menace de plonger davantage de ménages dans la précarité.

En conclusion, la crise pandémique vécue au cours de la dernière année aura mis en évidence les graves lacunes dans notre système de prestation de services. Devant une telle situation, on se serait attendu à ce que le gouvernement tire les leçons qui s'imposent et fasse en sorte d'adopter une approche transversale afin d'assurer la réussite du maintien des personnes handicapées dans leur milieu. Malheureusement, force est de constater que cette vision n'est pas au rendez-vous.

Pierre Nadeau
Agent de développement



Après cinq ans de cheminement

LES MEMBRES DE DSVL ADOPTENT LEUR PLAN D'ACTION

C'est le 17 mars dernier que 75 participants se sont donnés rendez-vous en mode virtuel lors de la grande rencontre collective convoquée par Développement social Vieux-Longueuil (DSVL).

L'accessibilité universelle parmi les valeurs transversales

Ce plan d'action, travaillé par cinq sous-comités, avait identifié cinq (5) changements ultimes souhaités d'ici les cinq prochaines années :

Cadre bâti, infrastructures et environnement

Toute nouvelle infrastructure/rénovation et mode de transport seront accessibles universellement, diversifiés, sécuritaires, éco-responsables, de proximité et travaillés collectivement.

Ressources pour les citoyenNEs

Dans le Vieux-Longueuil, les citoyenNEs ont accès à des aliments sains et abordables ainsi qu'à des services de proximité accessibles dans chacun des quartiers permettant de favoriser une vie de quartier tout en brisant l'isolement (filet social).

Vivre ensemble

Au sein du Vieux-Longueuil, la priorité d'action commune est que nos milieux se sentent investis de l'ensemble des diversités, des pratiques inclusives et luttent contre les oppressions. Des lieux de rassemblements et des espaces de participation citoyenne inclusifs, accessibles et de proximité sont créés ou consolidés dans le respect des différences et permettant de prendre en compte les spécificités de chacun.

Logement

Les citoyenNEs du Vieux-Longueuil connaissent leurs droits et les ressources existantes. Ils/elles ont accès à un toit, notamment grâce à la création de plus de logements sociaux et communautaires, abordables, salubres, accessibles universellement, insonorisés et sécuritaires, et ce, près des services de proximité et dans un endroit où il fait bon vivre, avec un accès au soutien communautaire

Travailler, apprendre et se développer

Les citoyenNEs du Vieux-Longueuil connaissent leurs droits et les ressources existantes.

Ils/elles ont accès à un toit, notamment grâce à la création de plus de logements sociaux et communautaires, abordables, salubres, accessibles universellement, insonorisés et sécuritaires, et ce, près des

services de proximité et dans un endroit où il fait bon vivre, avec un accès au soutien communautaire

Bien entendu, ces changements souhaités étaient accompagnés d'objectifs et de moyens lesquels ont été bonifiés par les membres présents.

Pour en savoir plus :

<https://developpementsocialvieuxlongueuil.wordpress.com/>

Préconsultation sur le nouveau Plan d'urbanisme de Longueuil :

DES ÉCHANGES RICHES ET CONSTRUCTIFS ENTRE LA VILLE ET SA COMMUNAUTÉ



La révision du Plan d'urbanisme de Longueuil est en cours afin d'orienter le développement urbain et l'aménagement du territoire pour les prochaines années, et une importante étape vient d'être franchie, soit la fin de la préconsultation auprès de la communauté. Du 8 mars au 8 avril derniers, les citoyens, les organismes et les entreprises de Longueuil se sont informés du projet de Plan d'urbanisme et se sont exprimés sur le contenu proposé. (NDLR : l'AILIA a participé à cette consultation)

Plus de 4 500 personnes ont pris connaissance de la démarche de préconsultation en visitant la plateforme en ligne consultation.longueuil.quebec sur laquelle des présentations vidéo avec narration et une documentation complète étaient disponibles. De plus, près de 220 participants ont soumis des questions à la Ville, contribué au forum de discussion et

répondu au sondage. Finalement, les deux rencontres publiques virtuelles et les cinq ateliers de discussion avec des organismes partenaires et des institutions ont permis à près de 80 personnes d'échanger directement avec les responsables du Plan d'urbanisme.

Ces échanges avec la communauté ont été riches et constructifs. De nombreux sujets ont été abordés, notamment l'urgence climatique, la densification du territoire, la protection des espaces naturels et la mobilité durable. Les résultats de ces échanges seront d'ailleurs rendus publics sur la plateforme en ligne dans les prochaines semaines.

« Je remercie les Longueuilloises et les Longueuillois d'avoir pris part à cette préconsultation en nous partageant leurs besoins, leurs préoccupations et leurs priorités. La contribution de la communauté est un apport irremplaçable dans le processus d'élaboration du futur Plan d'urbanisme de Longueuil. Je suis également satisfaite de constater que cet important document, qui permettra de créer des milieux de vie durables et enviables, est désormais mieux connu de la population », a souligné la mairesse de la Ville de Longueuil, Sylvie Parent.

Rappelons que la préconsultation était une étape préparatoire et complémentaire à la consultation obligatoire prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, qui aura lieu dans un second temps. Le Plan d'urbanisme s'inscrit dans la continuité du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Longueuil et du Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal. Les orientations du Plan d'urbanisme visent à faire de Longueuil un milieu de vie dynamique, diversifié, connecté et durable.

Pour plus d'informations sur le Plan d'urbanisme de la Ville de Longueuil, consultez longueuil.quebec/fr/services/plan-urbanisme.



Plan d'action à l'égard des personnes handicapées à Saint-Jean-sur-Richelieu 2021 :

DES ACTIONS POUR PERMETTRE L'ACCESSIBILITÉ À TOUS !

La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a adopté le 23 février dernier, son 15^e plan d'action 2021 relatif à la réduction des obstacles à l'intégration des personnes handicapées, tel que prévu par la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

Le plan d'action dresse un bilan des mesures prévues en 2019-2020, notamment :

- Le réaménagement de l'entrée principale de l'hôtel d ville pour intégrer une d'accès intérieur dans le hall et réaménagement de la rampe d'accès extérieure permettant à tous les citoyens d'y avoir accès.
- L'amélioration de l'accessibilité dans plusieurs les parcs et espaces verts, dont l'aménagement d'une balançoire accessible à tous permettant aux personnes avec déambulateurs, fauteuil roulant manuel ou motorisé, aux poussettes, etc. d'y avoir accès.
- Le recours au service d'un interprète professionnel en LSQ-français pour rendre les points de presse sur les mesures d'urgences sanitaires du maire (en Facebook Live) accessibles aux personnes sourdes.

Il présente également les mesures prévues pour l'année 2021 dont :

- La gratuité des permis pour la construction de rampes d'accès et plates-formes élévatoires ;
- Une formation pour les employés du Service de l'Urbanisme portant sur l'accessibilité universelle et les façons

de mieux communiquer l'information afin de favoriser une meilleure compréhension de l'ensemble de la population.

Par l'adoption de ce plan, la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu souhaite ainsi poursuivre ses efforts pour améliorer l'accessibilité à tous. Pour créer une Ville plus inclusive, il est fondamental d'intégrer le concept d'accessibilité universelle dans nos façons de faire, soit de concevoir les biens et services en fonction du plus grand nombre. En favorisant un usage similaire des lieux et des services par tous les utilisateurs cela constitue un investissement précieux et bénéfique pour l'ensemble des citoyens. Rappelons que les besoins des personnes ayant des incapacités sont bien souvent révélateurs des besoins de tous.

La Ville tient à remercier ses fidèles partenaires qui collaborent à la recherche de solution en partageant leur expertise.

Il est possible de consulter le plan d'action en version intégrale sur le site Internet de la Ville au www.sjsr.ca/accessibilite

Source : Pascale Constant, conseillère à l'accessibilité et au développement communautaire, 450 357-2157 poste 203



Un projet de longue haleine pour la clientèle DI-TSA du Suroît

DÉFI-LOGIS

Le projet Défi -Logis est né en 2009 à la suite de la mise sur pied de la formation : « Ma vie, mon appart » au Centre de formation du Nouvel Envol à Salaberry-de-Valleyfield.

Cette formation consiste à intégrer l'apprentissage à la vie en appartement pour des personnes ayant une déficience intellectuelle.

Après plusieurs réunions, un groupe de parents intéressés à continuer de voir ces personnes prendre leur place dans la société, mettent sur pied l'Association pour les personnes ayant une déficience intellectuelle du Suroît (APDIS) afin de leur fournir un cadre de vie tout nouveau et très stimulant à la fin de leur formation.

Ainsi, depuis près de 10 ans, les parents à l'origine du projet travaillent d'arrache-pied afin de mener à bien à la construction d'un immeuble adapté comprenant 8 logements ainsi qu'une salle communautaire.

D'ici peu, ils devraient enfin voir leurs efforts aboutir.

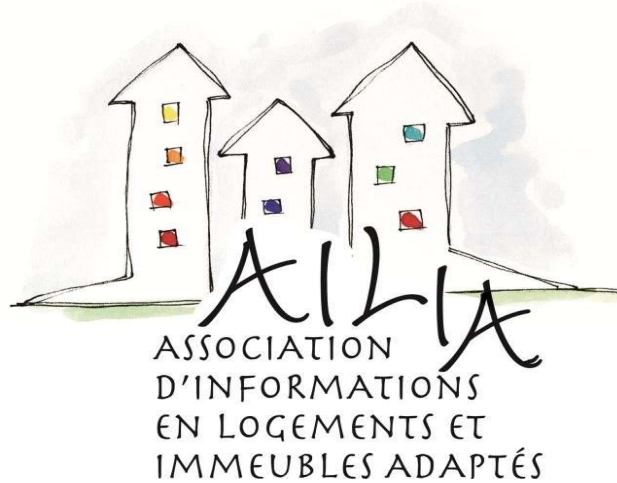
La clientèle visée sera constituée de personnes ayant une déficience intellectuelle de légère à moyenne ou ayant un Trouble du spectre de l'autisme, sans problème de comportement.

Parmi les critères d'admissibilité, mentionnons que la personne devra être autonome, exercer habituellement une activité externe (travail ou stage) et résider dans le sud-ouest de la Montérégie.



Pour plus d'informations, consultez le site de l'APDIS : <http://www.apdis.ca/>

Le bulletin l'Accès-Cible est publié par



150, rue Grant, bureau 228
Longueuil (Québec) J4H 3H6
TÉL : 450.646-4343

Courriel : info@ailia.info
www.ailia.info

Suivez nous sur



<https://www.facebook.com/www.ailia.info/>

AILIA est subventionnée par

